

CAPL C du 6 décembre 2013

Mouvement de mutation complémentaire

Filière fiscale au 1^{er} janvier 2014

Déclaration liminaire

L'Austérité avec un grand A est de mise à la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP). Mme Lebranchu n'apporte aucune réponse à la précarité financière grandissante de bon nombre d'agents de la catégorie C. Dans une espèce d'aveuglement mathématique sur les contraintes budgétaires, aucune réflexion globale n'est envisagée sur l'ensemble de la grille. Ainsi, depuis 2000, un cadre C à l'échelle 6 a perdu 280,00 €.

Le seul message de ce gouvernement comme des précédents est de :

- ⇒ travailler davantage,
- ⇒ avec moins de moyens,
- ⇒ avec plus d'objectifs parfois absurdes,
- ⇒ avec une pression omniprésente,
- ⇒ et tout cela pour un salaire de plus en plus faible.

Le seuil d'intolérance est atteint ; ça et là des difficultés dans le « vivre ensemble au bureau » se font jour, ça et là des collègues sont en maladie pour des raisons directement induites par les conditions de travail. **Nous tenons une nouvelle fois à tirer le signal d'alarme sur les conditions de vie des agents exacerbées par le manque de moyens et la difficulté à mener à bien leurs missions.**

Si les salaires sont un des éléments importants de la vie sociale, les emplois le sont tout autant.

- ⇒ **des emplois**, parce qu'ils conditionnent la qualité du Service Public et du service rendu au public.
- ⇒ **des emplois** parce qu'ils sont la garantie de l'égalité de traitement de tous les citoyens devant l'impôt.
- ⇒ **des emplois** pour lutter efficacement contre la fraude fiscale,
- ⇒ **des emplois** pour une meilleure qualité de vie au travail.

Force est de constater que le compte n'y est toujours pas en 2013.
18 emplois dont 5 de catégorie C sont supprimés en Haute Garonne.

Les possibilités d'absorption des suppressions d'emploi par des réorganisations de service ou des abandons de mission, souvent discutables, n'existent plus.

Les personnels les plus consciencieux et les plus attachés au service public sont découragés, amers, démotivés et parfois désespérés. **N'attendons pas un « syndrome France Télécom » pour agir et réagir.**

Pour la CGT, nous ne nous contentons pas d'affirmer haut et fort qu'il faut lutter contre le chômage, nous exigeons la création immédiate d'emplois autofinancés par la lutte encore plus efficace contre les 60 milliards de fraude fiscale.

Notre crainte est d'autant plus forte que le gouvernement s'appête à réformer l'impôt. La CGT saura mobiliser pour que nos propositions soient mises en débat dans l'ensemble de la société. Nous veillerons à ce que le moteur de cette réforme soit la volonté de mettre en place une fiscalité plus juste et non pas une manière de gérer, à l'économie, notre administration, avec encore moins d'emploi.

Dans cette dynamique de perte d'emploi vous nous présentez un mouvement de mutation qui reflète cette pénurie et démontre l'aberration de ces suppressions d'emplois « mathématiques » à répétition.

Même si la Direction Générale préconise (avec beaucoup d'hypocrisie) de ne plus mettre des agents en surnombre ou en détachement, cependant, un tiers de ce mouvement est ainsi.



Toulouse, le 9 décembre 2013

Syndicat CGT Finances Publiques
Section de Haute Garonne

Centre Régional des Finances Publiques
Place Occitane
31039 Toulouse cedex

<http://www.resoo.com/cgt31-impots-tresor/>
cgt.drifip31@dgfip.finances.gouv.fr

Réponses à la Déclaration liminaire

Pour le Président de cette CAP aucune mission n'est abandonnée, elles sont seulement « réorganisées ».

Mouvement

DEPARTS :

1 agente est mutée dans le 81,
1 agent par en Nouvelle Calédonie.

RECRUTEMENTS :

Au 30 décembre 2013 : 5 emplois réservés sous tutorat sont recrutés (3 FF – 2 GP) (A partir de janvier 2014 ils effectueront 6 semaines de formation).

3 Filière Fiscale :

- 1 SIE Ouest
- 1 SIP Muret
- 1 SIP Nord

2 Filière Gestion Publique :

- 1 Dépense Liaison Rémunérations
- 1 Trésorerie d'Auterive

Emplois PACTE au 1^{er} 12 2013 :

1 technique en poste au pôle Pilotage et Ressources division BIL

7 administratifs :

- 3 sont la filière Gestion Publique,
- 4 sont dans la Filière Fiscale



Pour 2014, **2 emplois travailleurs handicapés** vont être recrutés dans la Filière Gestion Publique. L'entretien aura lieu mi février pour un recrutement au 1^{er} juin 2014.

3 emplois Berkani ont postulé pour une titularisation.

REINTEGRATIONS :

- 3 réintégrations sont en attente de la décision du Comité Médicale (2 GP + 1 FF)
- 5 agents FF et 4 GP sont réintégrés.

Autres informations

Dans la Filière Gestion Publiques, fin 2013 seul un agent reste dans « les stocks » c'est à dire qu'il peut bénéficier d'une mutation à l'ancienneté en supposant que sa demande portait sur une affectation dans la même mission structure.

Environ 1000 agents de la catégorie C vont recevoir notification de leur appartenance à leur RAN (Résidence Administrative Nationale) et à leur mission structure.

A ce sujet, des réunions d'information vont se tenir à partir du 19 décembre et jusqu'en janvier 2014.

A partir de 2014 toutes les demandes de mutation se feront dans AGORA.

Un dossier de demande de congés formation a été évoqué lors de cette CAP. Dans son ensemble les OS ont voté POUR donner satisfaction à l'agent, l'Administration a voté CONTRE.

Questions Diverses :

La CGT aborde divers points :

- alors que dans les textes **le tutorat** ne doit pas être assuré par un agent de la catégorie C (à l'exception d'un agent techniques), dans les faits si un cadre C est jugé compétent il peut assurer cette mission. Cette fonction doit cependant être reconnue et apparaître dans la fiche d'évaluation.

- **sur les ZUS** : la Direction Générale ayant accepté le principe d'une discussion autour des périmètres des ZUS (sites oubliés par le recensement de la DG, sites situés en limite extérieure d'une ZUS...) nous demandons que la situation du département soit également réexaminée en tenant compte de ces directives.

N'hésitez pas à contacter les représentants CGT Finances Publiques:

Daniel AUTHIER : daniel.authier@dgfip.finances.gouv.fr

Marie-Christine PREVOST : marie-christine.prevost@dgfip.finances.gouv.fr

Marlène ZORZIN : marlene.zorzin@dgfip.finances.gouv.fr

Olivier DUCROS : olivier.ducros@dgfip.finances.gouv.fr

Valérie PINEL : valerie.pinel@dgfip.finances.gouv.fr

Véronique BRUNO : veronique.bruno@dgfip.finances.gouv.fr

Ghislaine REMY : ghislaine.remy@dgfip.finances.gouv.fr